

Statut de Chris Carter à l'AEUM

Action de grâce

FRANÇOIS DELISLE

Il y a de nouveaux développements dans l'affaire de la collecte de sang de la Croix-Rouge à McGill. Les signatures, en vue de présenter au Conseil exécutif de l'Association des étudiants de l'Université McGill (AEUM) une motion de destitution renversant le Président Chris Carter, ont été recueillies en nombre suffisant par les deux organisatrices des deux campagnes de signatures. Nishy Aubin et Andreanne Richler disposent maintenant du pouvoir de renverser le Président Chris Carter, tel que le permet la constitution. Toutefois, elles semblent soudainement moins promptes à le faire qu'il y a quelques semaines...

Nishy Aubin et Andreanne Richler ont aisément obtenu le nombre requis de signatures. Dans le cas de la première des deux pétitions, visant à juger l'action de Chris Carter par voie de référendum, Mme Richler affirme avoir obtenu les 500 noms nécessaires pour poser la question

le mois prochain. Quant aux 200 noms requis pour présenter une motion au Conseil exécutif (dont les deux tiers des votes auraient renversé le Président), ce sont pas moins de 1800 signatures qu'elle ont reçues.

Mais la surprise ne vient pas des chiffres. Le véritable coup d'éclat, c'est que les deux responsables des campagnes de pétitions ont décidé de ne pas user de leur pouvoir de destitution. Ceci en dépit du fait que le Président Carter ait, selon l'accusation d'Andreanne Richler, «abusé des pouvoirs accordés par la constitution». Mme Richler explique en outre, que d'autres incidents avaient mo-

tivé leur action. «Il (Chris Carter) avait la mission de faire pression sur la Croix-Rouge, afin que celle-ci modifie ses manières de procé-

der, mais il n'avait pas celle d'afficher des propos homosexuels sur les posters», dénonce Mme Richler.

De son côté, Chris Carter affirme que ce sont des motifs personnels qui ont motivé les organisatrices des pétitions. «S'il y a des divisions à l'AEUM, c'est à cause de Nishy Aubin et d'Andreanne Richler», affirme le Président de l'Association. Ce dernier reconnaît que toute cette affaire a fait boule de neige et il croit que les deux organisatrices ont menti.

Chris Carter mentionne qu'il n'aurait pas été embêté par une procédure de destitution. Il affirme à ce sujet que le nombre de signatures recueillies l'impressionne peu : «C'est facile de faire signer des pétitions, moi je dois faire mon travail, j'ai été élu pour ça.» plaide M. Carter. Il rejette du même souffle les rumeurs voulant qu'il ait conclu

une entente avec les deux pétitionnistes afin qu'elles n'utilisent pas leur pouvoir de le renverser. De fait, le Président ne se croit pas susceptible de subir un chantage en coulisses.

«Je pourrais le manipuler mais le but du mouvement des pétitions, ce n'était pas pour se servir de lui», a clairement indiqué Andreanne Richler. Questionnée sur les raisons qui les poussent à s'abstenir de leur acte, Andreanne Richler affirme que Mme Aubin et elle-même en sont venues à la conclusion que les pétitions ne changeraient rien. «Tout ce qu'on veut, soutient-elle, c'est qu'il comprenne qu'il n'a pas le droit d'abuser de ses pouvoirs».

Il n'en demeure pas moins que d'ici les prochaines élections au mois de mai, Mmes Richler et Aubin ont toujours entre leurs mains l'avenir politique d'un homme gracié dont la tête demeure toujours sur l'échafaud.



Fédération Étudiants Universitaires du Québec

Patricio Salgado démissionne

MARC ANTOINE GODIN

Des sources dignes de confiance ont confirmé au McGill Daily Français que le président de la Fédération Étudiante Universitaire du Québec (FEUQ), Patricio Salgado, a remis sa démission. Invoquant des raisons personnelles, M. Salgado se retire donc quelques jours seulement après le dépôt du rapport des États Généraux, auxquels la FEUQ a participé activement.

En poste depuis le mois de mai dernier, Patricio Salgado

s'était donné comme principal mandat de solidifier la structure de la FEUQ et d'en protéger les acquis. Un porte-parole de la FEUQ a précisé que son départ n'était nullement lié à son mandat et qu'il s'agissait de circonstances extérieures.

On devrait trouver un remplaçant définitif à M. Salgado d'ici deux semaines mais, pour le moment, l'intérim sera vraisemblablement assuré par Patrick Howe, l'actuel Vice-président de la FEUQ.

La démission de Patricio Salgado précéderait, si l'on se fie à la rumeur, celle de Madame Lorraine Pagé, présidente de la Centrale des Enseignants du Québec (CEQ). Au sortir des États Généraux sur l'Éducation, qui semblent avoir suscité beaucoup de controverse, la lettre de démission de Mme Pagé serait déjà sur la table et son départ devrait survenir dès la fin du Sommet socio-économique qui s'amorce la semaine prochaine.

JÉRÔME LÉVESQUE

À l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la création de la république sud-asiatique du Bangladesh, une conférence internationale sur les luttes populaires au Bangladesh s'est tenue la fin de semaine dernière au Collège Dawson. L'événement, qui rassemblait plusieurs intervenants de la scène politique et sociale bengali, a permis divers échanges avec le public sur l'économie du pays et sa situation sociale et politique.

Les trois jours de conférence, se sont terminés dimanche soir à l'université McGill, sur fond de libération et d'égalité, par la présentation de *A Memento of Rebellion*, par le Bangladesh Theater of Canada. Si divers thèmes auront été abordés tout au cours des trois jours d'ateliers, l'un des moments les plus marquants aura probable-

ment été la journée de dimanche, consacrée à la situation des femmes Bengali, dans une société en pleine évolution.

En plus de diriger le Policy Research for Development Alternative au Bangladesh, où elle est née, Farida Akhter y est aussi directrice exécutive de l'unique librairie et maison d'édition féministe de toute la république sud-asiatique. Membre de plusieurs mouvements féministes et revendicateurs, elle est aussi l'auteur de trois ouvrages, dont *Resisting Norplant*.

Étant donné sa présence à la conférence sur les luttes populaires de la population du Bangladesh, tenue en fin de semaine dernière à Montréal, Mme Farida Akhter a cordialement accepté de répondre aux questions du McGill Daily français.

**voir entrevue
en page 6**

Entrevue avec Farida Akhter

Le Bangladesh, ses femmes et la modernisation

**Forum Ouvert sur
l'avortement en page 2**

FORUM OUVERT SUR L'AVORTEMENT

Le spectre de la Conscience

TRISTANT VILLENEUVE

Le débat sur l'avortement n'est pas ce que l'on croit qu'il est. Sous le discours parfois agressif, derrière les deux positions en apparence opposées, on retrouve la même rhétorique, à quelques nuances près. La toile de fond qui sous-tend toute la polémique en est une de valeurs, de charité, de respect de la vie et de la liberté, de moralité et d'éthique. Partout on retrouve cette volonté morale. C'est d'ailleurs cet impératif qui fait pencher la balance politique : le camp qui paraîtra le plus gentil l'emportera éventuellement, à moins que la violence ne s'en mêle. Reste à savoir jusqu'où ira cette entreprise de blanchiment de conscience.

Blanchiment de conscience parce que l'homme tue, et peut tuer. Il le fait depuis longtemps, le fera toujours; c'est comme la prostitution qu'on veut légaliser parce qu'on ne s'en débarrassera jamais. Les Grecs, nos exemples en tout, laissaient mourir leurs nouveaux-nés indésirables dans les montagnes, et en toute impunité. Aujourd'hui, la Chine tue des milliers d'enfants chaque année, obéissant par là aux

pressions de l'Occident pour qu'elle contrôle sa croissance démographique. Dostoïevski fait un beau portrait de l'ironie de la situation dans *Crime et Châtiment* : on est meurtrier pour avoir tué une personne, conquérant glorieux si on en tue un million. La justice n'est-elle pas, en effet, cette "fugitive des camps vainqueurs"...

La question de l'avortement n'est qu'une façade, un écran de fumée qu'on a choisi pour projeter nos rêves de droiture, d'organisation, de conscience, d'unité d'action. C'est l'exception qu'on a choisie pour confirmer la règle amoralisée qui régit tous les rapports humains. La réalité c'est qu'on tue pour toutes les raisons inimaginables : argent, pouvoir, jalousie, désir, foi, morale, confort. Rien n'empêche l'homme de tuer, et la recrudescence de ces vociférations monothématiques n'est qu'autre exemple de cette illusion que l'être humain nourrit à son propre égard. On voudrait être autre que ce que nous sommes. Et dans cette catégorie, la palme d'or revient aux Pro-Vie, qui foncent le plus profondément dans l'utopie d'une nature humaine guidée par des principes moraux. Revenons sur

Terre : l'être humain n'écoute que ses instincts les plus pressants; le reste n'est que mauvaise justification.

C'est la loi du plus fort qui régit tout depuis toujours, la morale est une association de faibles incapables d'accepter leur nature ou voulant se protéger des forts. Elle est également la chose la plus malléable du monde parce qu'elle n'existe pas : on l'invente, on l'adapte, on s'en sert pour se défendre ou attaquer, et pour tout justifier du meurtre à l'héroïsme, et passant par le meurtre héroïque.

Entre temps, les sophistes des deux clans déclament leur crédo à ambition morale en oubliant ce qui se passe vraiment dans le monde depuis qu'il existe. Tant qu'on n'aura pas reconnu, tristement peut-être, que le droit de tuer à qui mieux-mieux existe déjà, on s'entêtera à courir derrière les moulins de l'humanité. La loi du plus fort est la seule qui tienne depuis que le monde est monde, que ce soit entre les États-Unis et l'Irak, la mère et son enfant, le riche et le pauvre ou le Canada et le Québec. Et le reste n'est que littérature...

Tristan Villeneuve, U2, *Humanistic Studies*

VOS OPINIONS

Que chacun se mêle de ses propres affaires

MAUDE LAPARÉ

Pour faire contraste au paternalisme de la société d'autrefois, de nos jours les expressions « société déracinée », « jeunesse à la recherche d'un modèle, d'une ligne de conduite » abondent dans le discours tant médiatisé que quotidien. La légifération de l'avortement est d'ailleurs un bon exemple de l'effort des gouvernements de prendre la relève de l'Église des années cinquantes. Pourtant ils se heurtent à un dilemme préoccupant : doivent-ils, oui ou non, légiférer dans des domaines touchant la vie privée des gens ?

L'avortement est un de ces sujets délicats que le gouvernement canadien préfère ignorer plutôt que de le légiférer. En effet, l'arrivée de la nouvelle pilule abortive RU-486 en sol américain impose inévitablement au gouvernement canadien un choix dans ce domaine. Doit-il en interdire la commercialisation et l'utilisation ? Cette décision est-elle de son ressort ?

Le droit à l'avortement est une question trop complexe pour qu'une autorité politique puisse imposer sa volonté dans ce domaine. On ne peut pas réduire à quelques simples schémas la situation des femmes canadiennes faisant face à une grossesse non désirée. On pourrait citer quelques cas parmi ces femmes : celui de la jeune fille qui n'a pas pris ses

précautions, de celle dont la méthode de contraception s'est révélée inefficace, de celle malheureusement victime d'un viol... Ce faisant, toutefois, on réduit à l'extrême une situation qui n'est pas simple. En légiférant, le gouvernement ne peut que catégoriser toutes les femmes. Or, en matière d'avortement, le cas de chaque femme est unique et on ne peut donc pas prendre de décisions à moins de connaître à fond les circonstances de chacune. Seule

une femme peut, en conséquence, évaluer sa propre situation et juger des mesures à prendre.

L'avortement est toujours une solution de compromis, ce n'est jamais une situation idéale. Par conséquent, ce qu'il faut, ce n'est pas décider pour la jeune femme, mais plutôt respecter son choix et la soutenir dans sa décision.

Je comprends les arguments des gens qui considèrent l'avortement répréhensible puisqu'il est un meurtre et qui disent que les gens doivent apprendre à faire face aux conséquences de leurs actes. En dépit de tout cela, il demeure qu'un enfant non désiré a peu de chances d'être heureux. Pour être conséquents avec eux-mêmes, ceux qui luttent contre l'avortement devraient se mobiliser pour aider les femmes à qui ils enlèveraient ce dernier recours. Revendiquer dans le vide, ne risque pas de faire avancer leur situation.

L'avortement doit donc demeurer un choix personnel et privé. La question de choix est ici essentielle. En effet, ce dernier permet de respecter la décision de celles qui sont contre l'avortement et de celles qui y auraient recours. Être pro-choix, ce n'est pas choisir la mort à la vie, c'est choisir de respecter la décision de chacun. Le respect de la liberté de chacun, c'est cela qui doit primer dans cette question. Si ceux qui s'opposent à l'avortement avancent que l'être humain n'est pas apte à juger de la vie et de la mort d'autrui, nous ne sommes pas plus en mesure de nous mêler de la vie privée de tout un chacun. Que chacun s'occupe de régler sa propre vie et le monde ne s'en portera que mieux.

Dès lors, le gouvernement devrait laisser aux femmes le choix de pratiquer ou non l'avortement, le choix d'utiliser ou non la pilule abortive. S'il veut vraiment se mêler de cette question épineuse, il devrait plutôt mettre en place une forme de soutien aux femmes qui se heurtent à ce problème. Et à ceux qui s'inquiètent du fait que l'avortement pourrait devenir une méthode courante de contraception, il faut rappeler qu'un avortement n'est jamais une procédure facile et joyeuse. Il s'agit d'un acte douloureux et bien des enfants ont le temps de venir au monde avant que les femmes prennent l'avortement à la légère.

Au Royaume de l'incohérence

JÉRÔME LUSSIER

La chose mériterait qu'on se torde de rire : le peuple d'Amérique vient tout juste d'écrire un nouveau chapitre dans l'anthologie de l'incohérence et, calmes et imperturbables, nous avons tous avalé la pilule sans broncher, comme si rien d'étrange ne s'était passé. Alors que la quasi-approbation de la pilule abortive RU-486 par la Food & Drug Association américaine soulevait l'enthousiasme général, on se consternait partout du jugement d'un tribunal canadien permettant à une narcomane enceinte de refuser la désintoxication, et donc de nuire potentiellement à la vie de son fœtus. Trouvez l'erreur.

Il semble en effet que le temps soit venu de se brancher. Si le fœtus n'a pas de droit, parce qu'il n'est pas humain (comme le sous-entend actuellement la constitution canadienne), alors pourquoi ce tollé pour une décision de routine ? La mère n'a-t-elle pas le droit de faire ce qu'elle veut avec son corps ? Pourquoi se mettre sur son dos parce qu'elle a un gros ventre ? Et ces gens qui s'énervent outre-mesure pour « quelques cellules insignifiantes », ne devraient-ils pas plutôt s'occuper de

choses plus importantes ?

Le problème, c'est que la majorité des gens sait très bien que le fœtus est un être humain et ce, même si la loi continue à le traiter comme un non-être. La science, qui le prouve de toutes les façons possibles, a d'ailleurs à peine besoin de s'en mêler. On s'en doutait bien avant que soient découverts l'ADN, les groupes sanguins, la fertilisation *in vitro* et les mères porteuses... En fait, il semble plutôt que les efforts d'une partie de la communauté scientifique soient dirigés vers le but impossible de prouver le contraire. Et si on prétendait un jour avoir trouvé la véritable nature du fœtus, encore faudrait-il expliquer comment un processus de développement continu change ce « quelque chose » en personne humaine.

Le relativisme moral qui accompagne la question de l'avortement semble naître du fait que le fœtus est complètement déshumanisé parce que nous avons



toutes les misères du monde à concevoir ce que nous ne voyons pas. Peut-on réduire l'existence d'une personne à sa vue ? Le militaire américain qui pèse sur le « piton » et fait sauter 400 000 personnes serait-il capable de les égorger tous à la force des bras ? Et si une mère pouvait passer un mois avec son fils ou sa fille avant de prendre la décision de les avorter, le ferait-elle ? Est-ce plus éthique de tuer à distance ?

suite page 8

Rapport des États Généraux sur l'éducation

Beaucoup de bruit pour rien

MARC ANTOINE GODIN

Les sempiternels états généraux sur l'éducation ont pris fin et ont finalement déposé leur rapport. « Le plus beau travail de réflexion sur l'éducation depuis la Commission Parent », ont gloussé les bonzes de la CEQ. Mais les conclusions de ce rapport, loin de garder leur priorité sur l'instruction, refusent systématiquement d'envisager des moyens pratiques pour améliorer l'école publique.

Il y a une rengaine très dérangeante, très CEQ, au cœur de ce rapport qu'on a voulu à l'image de la grande centrale syndicale. L'idéal de démocratisation et d'universalité, pourtant si noble, semble ici avoir pris un ton tellement anti-élitiste qu'on peut se demander si l'instruction était bel et bien l'enjeu dont il était question. Si l'on parlait bien de savoir, d'enrichissement et de culture. C'est que les mesures envisagées pour permettre l'égalité des chances au départ pourraient très bien finir par égaliser les étudiants... au fil d'arrivée. Est-ce vraiment ce que l'on souhaite ?

Par exemple, la Commission suggère que l'on abolisse les écoles internationales, de même que les classes « enrichies ». Motif invoqué ? On veut rehausser le calibre des classes régulières qui se voient pour l'instant privées de leurs meilleurs éléments. Il paraît clair que chaque élève, qu'il soit doué à l'école ou non, devrait recevoir une stimulation appropriée pour l'inciter à se dépasser et à apprendre davantage. Mais réinsérer les élèves des écoles internationales dans les polyvalentes (ou d'autres écoles publiques), c'est leur donner en pâture des choses qu'ils comprennent déjà. C'est nuire à leur cause sans nécessairement aider celle des plus faibles. C'est s'exposer à voir des jeunes doués pour l'école prendre le raccourci du décrochage.

A-t-on seulement pensé à comprendre pourquoi plusieurs « bons élèves » fuyaient l'école publique pour l'école internationale ou le privé ? Pourquoi on n'arrivait pas à donner à plus de jeunes le goût de la connaissance ? C'est bien connu que les jeunes provenant des milieux défavorisés s'intègrent

toujours plus difficilement à l'éducation et que leur milieu social d'origine ne favorise pas toujours la stimulation académique. C'est précisément contre cette lacune qu'il faudrait lutter. Mais on ne lit rien dans ce rapport pour donner à ces jeunes le goût d'apprendre. Rien non plus sur les classes trop nombreuses, qui désolent à la fois élèves et professeurs. Rien sur les élèves qui passent mais qui auraient dû échouer s'ils n'avaient pas coûté si cher à l'État. On ne s'attarde qu'à ce qui gravite autour de l'école publique et à l'éventuel démembrement de tout ce qui la fait mal paraître.

L'idée de base aurait dû être de lutter contre une élite fondée sur l'argent à la faveur d'une élite fondée sur l'excellence, la détermination et l'intelligence. Mais pour les gens de la Commission, « élite » est un concept beaucoup trop dangereux. Ne donnons pas trop d'outils à nos meilleurs élèves et surtout, surtout faisons paraître les autres meilleurs. Égalité des chances au départ ? Non, égalité des chances à l'arrivée. Du nivellement par le bas. C'est ainsi que l'on veut couper

les vivres à l'institution privée et, une fois de plus, entraîner l'exode des étudiants vers le public. Mais quand on sait qu'un élève au privé coûte la moitié de ce que coûte un élève au public, on comprend mal, surtout aujourd'hui, pourquoi on irait ainsi augmenter la charge de l'État. La logique derrière tout cela reste la même : fermons les autres portes de l'éducation et ne gardons ouvertes que celles de l'école publique. C'est tellement plus simple et ça évite de se creuser la tête à savoir pourquoi le public donne de si piètres résultats.

Il y a de bonnes écoles publiques. Et d'excellents élèves en sortent chaque année. C'est sur ces écoles qu'il faut prendre exemple pour améliorer la stimulation des élèves, rehausser les standards académiques et ainsi créer une société forte et éduquée.

Mais les responsables de l'institution publique, à commencer par la CEQ qui a fait de ce rapport ses vœux personnels, ne semblent pas encore prêts à se regarder vraiment dans le miroir. Ils préfèrent encore éliminer la compétition et produire un document qui protège leurs acquis. C'est tellement plus simple...

Nouvelle manifestation à la Place Canada

Je t'aime moi non plus

ALEXIS LACHAINE

Il y a un an Montréal était une ville occupée. Et le 25 octobre prochain sera le premier anniversaire du fameux Rassemblement pour l'unité canadienne. Qui ne se souviens pas des milliers de *Torontonians* et de *Vancouverites* qui brandissaient leurs drapeaux canadiens tout en cherchant la route vers le Peel Pub ? Eh bien, Alliance Québec a des nouvelles pour nous. Elle en organise un deuxième, même place, même jour.

Seulement cette fois-ci, les politiciens ne sont pas invités (bien que Sheila Copps fournira sûrement les drapeaux !). La manifestation de cette année sera, aux yeux des organisateurs, celle du peuple.

Pourtant, le rassemblement de l'année dernière a été reçue plutôt froidement par plusieurs Québécois. Qu'ils soient souverainistes, fédéralistes ou

indécis, ceux-ci n'aiment guère que l'on mette le nez dans leurs affaires. N'en déplaise à Stéphane Dion, c'est aux Québécois de décider de leur avenir. En pleine période référendaire, une manifestation comme celle-là était une insulte au droit démocratique des Québécois de décider de leur destin. Je me rappelle très bien d'un Montréalais francophone qui se faisait harceler par de jeunes *Canadians* maquillés en rouge et blanc parce qu'il était de cet avis.

Pourquoi commémorer une telle attaque flagrante à la démocratie québécoise ? Si les Canadiens tiennent vraiment à l'unité canadienne, il leur serait plus fructueux de présenter des solutions politiques concrètes que de tenir un tel rassemblement. Ce n'est pas en entonnant un « *Oh Canada we stand on guard for thee* » en plein centre-ville, en refusant du

même souffle aux Québécois le statut de société distincte, que le Québec va se sentir chez lui dans ce pays. Après tout le Québec n'est pas marié au Canada et ce n'est pas en lui déclarant quelques mots d'amour sur l'oreiller que tous les problèmes seront réglés. Les relations Québec-Canada sont plus compliquées que cela et ça prend bien plus qu'un beau bec et un diachilon pour que tout le monde soit content.

Le 25 octobre 1995, le trio Chrétien-Charest-Johnson a fait des promesses sur la tribune de la Place du Canada. Six jours plus tard, le lendemain du référendum, ces promesses ont été oubliées. Les Ontariens, les Manitobains et les Albertains sont retombés dans leurs petit train-train quotidien. Le Québec est resté isolé. Personne ne lui a tendu la main. En ce sens, ce rassemblement rejoint ainsi la longue liste des Meech et des Charlottetown.

Quand un grand rassemblement pour l'unité canadienne sera organisé par des Québécois, c'est là que l'on verra un véritable pas vers un Canada uni. Ce ne sont pas les professions d'amour pour le Canada d'Alliance Québec, des citoyens de Hamilton ou du gouvernement Chrétien qui peuvent changer les choses. Le jour où les Canadiens Français se sentiront chez eux au sein du Canada sera le jour où ils ne seront plus une minorité.

La manifestation du 25 octobre prochain ne sera guère un pas vers l'unité canadienne. Loin de là. Si elle prend la forme de celle de l'année dernière, elle sera un pas en arrière. Le lendemain de son fameux rassemblement, Michael Hamelin, président d'Alliance Québec, se retrouvera seul à la Place du Canada en chantant une chanson de Paul Piché : « *Chu pas mal mal parti, pour sauver mon pays...* »

McGill Daily

FRANÇAIS

Le McGill Daily français encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et illustrations dont les droits avaient auparavant été réservés, incluant les articles de CUP et de la PEQ). Les opinions exprimées dans ces pages ne reflètent pas nécessairement celles de l'Université McGill. L'équipe du Daily n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans ce journal. Imprimé par Payette et Simms inc.

Le Daily est membre fondateur de la Canadian University Press (CUP), de la Presse étudiante du Québec (PEQ), de Publi-Peq et de Campus Plus.

Imprimé sur du papier recyclé à 20 p. cent.

ISSN 1192-4608

Le McGill Daily Français

réaction en chef
Marc-Antoine Godin

réaction nouvelles
Loïc Bernard

réaction culture
Magali Boissier
Louma Attalah

mise en page
Loïc Bernard
Olivier Elia

correction
Maude Laparé
Emmanuelle M. Latraverse

collaboration
Pierre Angers-Nguyen
Nadine Baladi
Jérôme Lévesque
Alexis Lachaine

Philippe LeMay-Boucher
Alain Huot
Richard P. Henri
Antoine Bédard
François Delisle
Olivier Elia
Le Grand Fromage

Le McGill Daily
coordination de la rédaction
Idella Sturino

gérance
Marian Schrier
assistance à la gérance
Jo-Anne Pickel

publicité
Boris Shadov et Lettie Matteo
photocomposition et publicité
Mark Brooker

L'usage du masculin dans les pages du McGill Daily Français vise à alléger le texte et ne se veut nullement être discriminatoire.

RÉDACTION

3480 McTavish, bur. B-03.
Montréal, Québec, H3A 1X9
(514) 398-6784/5
Télécopieur : 398-8318

PUBLICITÉ

3480 McTavish, bur. B-07.
Montréal, Québec, H3A 1X9
(514) 398-6790
Télécopieur : 398-8318

BLOC
FRANCOPHONE

ASSOCIATION DES FRANCOPHONES
ET DES FRANCOPHILES
DE MCGILL

À CONTACTER: SIMON DESCHAMPS
BUREAU 417
ÉDIFICE SHATNER, 3480 MCTAVISH
TEL: 928-0178
E-MAIL: SDESCH@PO-BOX.MCGILL.CA

COMMISSAIRES FRANCOPHONES
ET CACUCUS FRANCOPHONES

À CONTACTER: TRISTAN E. LANDRY
ET ELISABETH (BABETTE POUR LES
INTIMES) GOMERY
E-MAIL:
73671.2044@COMPUSERVE.COM

NADINE BALADI

Le sacré se fait tangible

Le théâtre, la musique, la danse tirent leurs origines, en grande part, de gestes sacrés. C'est pour cette raison que l'Espace Tangente s'est joint au Centre de créativité du Gesù, dans le cadre d'une semaine de la danse placée sous le thème du rituel.

L'art illustre-t-il encore de nos jours le sacré? Selon Daniel Le Blond, directeur du centre de créativité, « le rituel a été à la source de tous les arts et en demeure un véhicule privilégié. Petit à petit en Occident, nous avons retiré toutes manifestations artistiques du cadre des rituels et peut-être, finalement, le sacré et le rituel de nos vies ». En l'absence presque absolue du sacré dans la danse de chez nous, explique Daniel Le Blond, « nous avons voulu redécouvrir des oeuvres en danse [...] qui s'intègrent à des rituels et voir des rituels comme lieu d'expression artistique et de communication ». Ce sont les danses de Mamata Niyogi-Nakra et d'Irène Stamou qui nous feront découvrir qu'aujourd'hui encore le sacré « continue à se faire sentir par l'art ». En plus d'exprimer dans leurs mouvements l'intensité émotionnelle du rituel, ces deux artistes tra-

duiront la beauté des différentes communautés culturelles d'ici.

En première partie, Mamata Niyogi-Nakra dansera en s'inspirant du passé et de sa culture indienne. C'est dans ce pays qu'elle reçoit tout d'abord une formation en Bharata Natya, danse traditionnelle, qu'elle enseignera par la suite à Montréal, dans son école de danse. Ses choréographies savent intégrer l'innovateur au traditionnel et c'est cette modernité d'expression qui a rendu le Bharata Natya si populaire à la fois au Canada et en Inde.

Comme complément parfait à cette première partie, Irène Stamou amalgame, dans sa danse, une multitude de traditions et de formes artistiques. Le solo *Corpus Delirium* reflète, par exemple, son identité greco-canadienne sur les mélodies d'inspiration byzantine du compositeur québécois Pierre Tanguay. Dans sa chorégraphie, Irène Stamou souhaite « unir ces cultures en démontrant leurs différences tout autant que leurs similarités ».

Bien que née à Athènes en Grèce, Irène Stamou habite Montréal de-

puis l'âge de six ans. Après avoir complété un baccalauréat en Danse contemporaine, elle crée plus d'une douzaine de pièces présentées dans de nombreux festivals au Canada et en Europe, mais aussi dans des espaces plus *underground*, tels que Les Foufounes Électriques. En 1995, Irène Stamou fonde sa compagnie, Métaspora Danse, dont elle assume la direction artistique. Ses danses et choréographies, explique-t-elle, « sont l'expression du mouvement personnel improvisé qui fait abstraction de ma formation concrète en ballet et en danse contemporaine. Ma danse m'a lancée dans la direction de ma propre voix, à la recherche de l'unique. »

En créant *Corpus Delirium*, Irène Stamou désire offrir à son public une pièce éternelle, sans frontières. Aboutissement de ses précédentes créations artistiques et fusionnement de tous ses styles, *Corpus Delirium* plonge dans l'intensité des états émotifs et spirituels. « Il ne s'agit pas de suivre une histoire ni de rechercher la logique du mouvement. La danse se voit plutôt

comme une expérience émotive et donc un esprit ouvert est nécessaire pour pouvoir la ressentir ».

C'est dans son désir de toucher son public que la danse d'Irène Stamou prend une dimension poétique. À travers les passions et les états fiévreux de sa danse, elle souhaite éveiller en lui des émotions oubliées. « Et, ajoute-t-elle, *Corpus Delirium* exprime les angoisses de la perte et du renouveau, le procédé de devenir, et l'abandon de soi, nécessaire à la poursuite d'une vocation ».

Chorégraphe entièrement dévouée à son art, elle désire, par ce solo, inviter le public à redéfinir ses passions et à se lancer dans une nouvelle direction, comme elle a pu le faire au début de sa carrière. En effet, depuis une dizaine d'années, Irène Stamou consacre

tout son amour et sa dévotion pour une seule passion, la danse.

Ascendance: corps et âmes avec Mamata Niyogi-Nakra et Irène Stamou

Du 24 au 26 octobre à 20h30 et le dimanche 27

à 19h30, à l'Espace Tangente, 840 rue Cherrier.

Métro Sherbrooke. Tel: 525 5584 ou 525 1500

Prix et.: 12\$ et 10\$ pour les étudiants en danse.



La pellicule tourne à l'INIS

PHILIPPE LE MAY BOUCHER

Avec bientôt une année de rodage et d'aventures, l'Institut national de l'image et du son (INIS) peut enfin prétendre à un pied-à-terre dans le monde du cinéma québécois.

En installant, en janvier prochain, une nouvelle cohorte de jeunes étudiants talentueux et ses mises-en-scènes au Complexe de la Cinémathèque, l'INIS envisage l'avenir avec optimisme.

Sa création est l'idée des gens du

milieu : producteurs, réalisateurs, scénaristes, techniciens... qui, depuis une dizaine d'années, entreprennent des démarches auprès d'entreprises privées et d'organismes publics pour s'offrir une école où pourrait s'épanouir une nouvelle génération de cinématographes.

L'INIS, organisme à but non-lucratif, n'est pourtant pas chapeauté par le ministère de l'Éducation du Québec, il ne décerne d'ailleurs pas de diplômes sanctionnés par ce dernier. Les candidats triés sur le volet doivent posséder à tout le

moins un diplôme universitaire ou une expérience de travail pertinente. Pour cinq mille dollars par an ils s'engagent dans une aventure fort différente de ce que peut être le cadre universitaire actuel de cours magistraux et d'exams. Les cours sont plutôt pratiques et spécialisés dans le domaine que les étudiants ont choisi en option en début d'année. « Des gens du milieu viennent nous entretenir de sujets très précis. » me dit Nathalie, détentrice d'une maîtrise en sociologie et membre de la toute pre-

mière cuvée du jeune établissement.

L'institut offre trois programmes s'étalant sur deux ans et demi de scolarité : scénarisation, réalisation et production (à partir de janvier 1997). Le programme est divisé en trois cycles: tronc commun, spécialisation et production en milieu professionnel. Ce cursus permet aux étudiants de réaliser entre autres le tournage d'un documentaire, d'une mini-série et d'un court métrage.

La charge de travail varie, déclarent en chœur les quelques étudiants restés à la cantine : « parfois on peut s'en tirer avec une vingtaine d'heures alors que d'autres semaines il faut en bosser 35 à 40. » Tout va donc au gré des projets. Les étudiants en scénarisation peuvent parfois mettre plusieurs heures pour peaufiner le scénario d'un épisode télévisé de trente minutes.

En déviant légèrement vers les conditions d'enseignement, Anne-Josée, étudiante à l'INIS, se dit ravie d'avoir des enseignants aussi passionnés par ce qu'ils font. Même que pour plusieurs, qui n'envisageaient dans leur projet que le milieu cinématographique, en considérant avec dédain la télévision, ont quelque peu tamisé leurs impressions péjoratives en côtoyant des férus du domaine.

Pour réaliser les tournages et les ate-

suite en page 7

RICHARD P. HENRI

La Galère d'Obélix est le troisième album que Uderzo signe depuis le décès de Goscinny. Il nous présente une aventure dont la recette perd de sa magie. Surtout pour les lecteurs qui sont tombés dans à l'époque où Goscinny signait encore les recettes de potion magique.

La Galère d'Obélix, c'est l'histoire des mésaventures d'Obélix qui a osé boire de la potion magique (toute une marmite!) et que l'on mène en bateau voir un grand prêtre parce que Panoramix, le druide, ne peut pas le guérir. C'est aussi le plus beau navire de la flotte romaine,

celui de César, volé par des esclaves en mutinerie (dont le chef est le sosie de Kirk Douglas)... Le malchanceux bateau pirate passera évidemment à babord...

Ce nouvel album ne remplit ce-

tués, se font rares et moins efficaces. Certaines failles se sont glissées dans le scénario. On note des transitions douteuses, des événements non-justifiés et une guérison étrangement miraculeuse.

Après ce dernier album, qui laissera aux bédéphiles un goût aussi fade que le sanglier bouilli servi à Obélix, on se demande si Uderzo n'accorderait pas à ses héros, des vacances bien méritées au Panthéon de la bédé. Puisque ses textes ne sont pas aussi captivants que ceux de Goscinny, puisqu'il a finalement permis à Obélix de boire de la potion, lira-t-on un jour une nouvelle aventure d'Astérix... sans que le ciel ne nous tombe sur la tête?



MAGALI BOISIER

L'hiver approche, la température baisse. À l'Espace Go, on fait des réserves et des pièces d'actualité. Jusqu'au 16 Novembre, le théâtre amassera les dons de livres que le public voudra bien apporter en venant apprécier le spectacle du moment, une adaptation plutôt réussie du livre d'Amélie Nothomb, intitulé *Les Combustibles*. Sous la direction de René Richard Cyr, le trio Jean Besré, Céline Bonnier et Jean-François Casabonne, a déjà sorti les gros manteaux et brûlé les planches autant que les livres.

Parce qu'il fait froid et que c'est la guerre, les Barbares bombardent la ville et les *snipers* scrutent les rues. On ne peut plus aller à l'Université, de toute façon, elle ne tient plus debout. Le professeur, son assistant (Daniel) et Marina, la dulcinée de ce dernier, sont contraints à rester dans un appartement, à y crever de froid. Il n'y a plus rien à brûler sinon deux chaises. Il reste bien les 2000 livres du professeur, mais il n'est évidemment pas question de mettre le feu à cette somme de savoir. Pourtant, Marina n'est pas du même avis. Elle sait que les livres sont combustibles et elle a froid! Persuasive, elle convainc le professeur. S'ensuit alors la question clas-

Le festival Margarethe von Trotta à l'institut Goethe Femme allemande et caméra

ALAIN HUOT

Margarethe von Trotta est une femme charmante. Elle se prête avec patience aux entrevues et l'entendre est toujours un plaisir. Elle rencontrait son public à l'institut Goethe les 26 et 27 septembre derniers, lors du lancement officiel du festival consacré à son œuvre. Elle a bien voulu répondre en français aux questions de l'auditoire et raconter les détails de la production de son dernier film, en plus de partager sa propre expérience de la division de l'Allemagne. La soirée était sauvée et le festival bien en train.

Elle avait commencé cette soirée par la projection du dernier film en question, *La promesse*, qui raconte les amours d'un couple séparé par le mur de Berlin. Le film s'achève sur des images de cet inoubliable 9 novembre 1989. Entreprendre de recréer la chute du mur à l'écran n'était pas une mince gageure et, en fait, on a beaucoup dit que *La promesse* n'était pas du tout le meilleur film de la réalisatrice. Formellement, les films de Mme von Trotta sont d'une facture assez classique, malgré

l'avant-gardisme de ses thèmes favoris. Ce qui manque à *La promesse* est peut-être l'imagination dans le scénario : l'histoire d'amour à travers laquelle nous sont présentés les événements est très convenue, malgré l'Histoire avec un grand H qui sépare les amants, les unit, les sépare encore et décide de leur vie à chaque fois qu'elle le peut. Plutôt que de donner chair à la vie quotidienne absurde sur la ligne de front, le récit des embarras de ce couple dilue l'intérêt du film et le perd souvent dans la banalité. Quoi qu'il en soit, malgré ses aspects moins solides, le film reflète beaucoup des préoccupations de l'auteur.

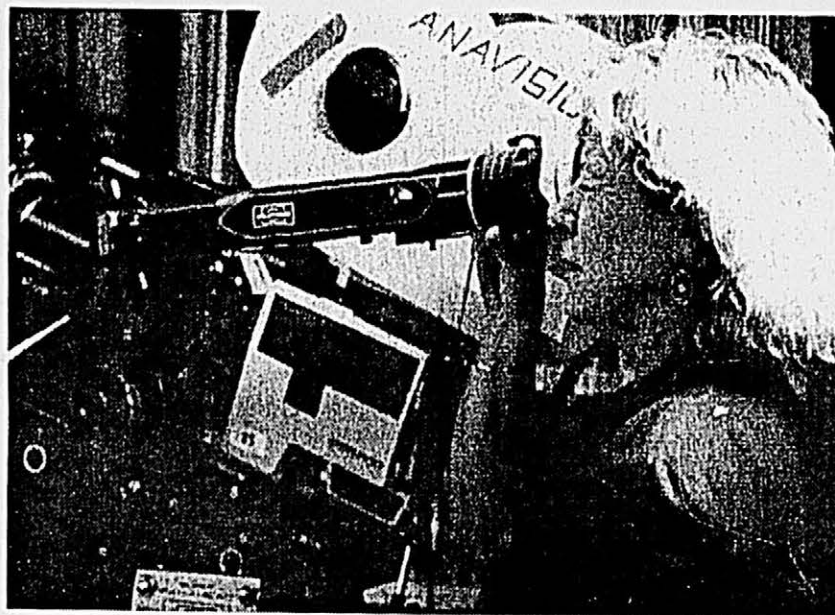
Margarethe von Trotta est un grand témoin de son époque. Elle est née dans un pays en ruines, dont elle a vu la reconstruction en même temps qu'elle assistait au rétablissement de plusieurs aspects du lourd ordre social d'avant le cataclysme hitlérien. Elle a commencé sa carrière auprès des Fassbinder et Schlöndorff à une époque où le cinéma allemand était très revendicateur. Elle s'est elle-même engagée alors que plusieurs voix de femmes commençaient à se faire entendre au cinéma partout en Europe.

Plusieurs des films de Mme von Trotta

ont été tournés dans l'urgence, en réaction à des préoccupations immédiates. Comme les enjeux actuels changent à toute vitesse, la contro-

tes tant son cadre de référence est devenu flou.

Les films de Margarethe von Trotta ont généralement des per-



verse qui les a entouré a perdu beaucoup de son mordant après à peine quelques années. Ainsi, *L'honneur perdu de Katharina Blum* (présenté les 10 et 11 octobre, passés malheureusement) reflète la dynamique étouffante du conflit des générations de l'Allemagne des années 1970, marquée par le terrorisme et la réaction autoritaire de l'État. Il est plus difficile de décoder les enjeux du film aujourd'hui et sa charge contre la démagogie prend des tons surréalis-

sonnages principaux féminins. La solidarité féminine, les rapports mère-fille et les relations familiales sont au centre des préoccupations de la cinéaste. Dans *Le long silence* (au programme les 12 et 13 décembre, à la fin du festival) tourné en italien durant la longue période où elle a vécu à Rome, elle raconte la vie terrible de l'épouse d'un juge anti-mafia, constamment en danger de mort. L'intérêt universel de l'histoire de ces juges

gagne énormément à être racontée de ce point de vue intime, qui jette aussi une lumière nouvelle sur la question du statut des femmes. Carla Aldrovandi est une femme courageuse. Elle est aussi une femme indépendante qui poursuit sa carrière de gynécologue.

Margarethe von Trotta s'est aussi attardée à raconter la vie de féministes d'« avant l'heure », dont la mémoire était surtout gardée par des artistes plus sensibles à cette tradition. À cet égard, son *Rosa Luxemburg* (présenté les 13 et 14 novembre) a fait autorité.

Margarethe von Trotta est répartie, mais le meilleur du festival reste à venir. L'occasion de revoir l'ensemble de son œuvre ne se représentera sans doute pas de sitôt. Tous les films sont présentés en versions originales (presque tous en allemand) sous-titrés en français ou en anglais. La confortable petite salle de l'institut Goethe vous fera oublier la peine que vous aurez eu à lire les sous-titres. Il faut faire vite toutefois même s'il reste encore six films au programme.

Les films de Margarethe von Trotta

à l'institut Goethe chaque jeudi et vendredi à 20h, jusqu'au 13 décembre,

418 rue Sherbrooke ouest

Les Combustibles

À la guerre comme à la guerre

sique : quel livre emporteriez-vous sur une île déserte ? Ou plutôt, quel livre jugeriez-vous indigne d'être conservé ?

Sous prétexte d'un exercice de style littéraire, Amélie Nothomb nous donne à voir une pièce d'une densité et d'une clarté profonde ancrée dans son temps. *Les combustibles*, c'est une situation de survie en temps de guerre. On pense évidemment au conflit des Balkans mais ce pourrait être tout autre chose, une autre ville, une autre époque. La guerre est un déclencheur, un instant sans avenir, terrible, qui place les personnages au pied du mur et brouille leurs valeurs au point de les anéantir. Au-delà de la guerre, c'est la dignité et l'humanité que l'auteur questionne à travers ses rapports avec la littérature.

Pour Marina, admirablement campée par Céline Bonnier, qui nous dévoile un jeu très riche et tout en nuances, la guerre, c'est le froid ! Et pour une jeune étudiante de quarante livres à peine, c'est un enfer ! Ardente, lucide et terre-à-terre, Marina se dresse face au mensonge dans lequel se complaisent ses deux compagnons d'infortune. Lorsque à chaque instant, une bombe peut vous anéantir, comment accepter de conserver des livres juste

bons à procurer chaleur et bien-être ?

La littérature ne change ni le monde ni les lecteurs, prétend Marina. Mais le livre, paradoxalement, c'est aussi la dernière beauté qui leur reste, le rappel de leur humanité. « Si nous nous mettions à brûler les livres, explique le professeur, alors vraiment nous aurions perdu la guerre ». Il faut choisir : soit la chaleur et l'animalité, soit la souffrance et la dignité.

Si le texte embrasse quelques-unes des questions métaphysiques de notre époque, la pièce ne s'en trouve pas alourdie pour autant, bien au contraire. Toutes les questions fondamentales qui sous-tendent l'œuvre sont admirablement distillées dans le jeu actif et piquant des acteurs, dans les jeux de mots que l'auteur affectionne

particulièrement ainsi que dans une mise en scène dynamique et franche qui évite longueurs et confusion.

On ne se perd pas en considération littéraire. Le combat est intense sur scène, dans les mots et les expressions tout en nuances que se jettent les acteurs. Chacun cherche à donner un sens au chaos qui l'entoure. Daniel tente de préserver un idéalisme qui ne repose plus sur rien tandis que Marina part à la découverte des vérités essentielles de la vie. Les personnages se dressent et s'affrontent. Les répliques fusent, cyniques et cruelles. Chacun exprime ce qu'il a sur le cœur.

L'atmosphère est tendue et agressive. Du drame burlesque et des es-

carmouches verbales, on glisse subrepticement dans la guerre la plus totale. La bonne humeur du professeur a disparu. Il n'y a plus de lois, plus de règles, tout est permis. Le jeu des acteurs devient de plus en plus physique au fur et à mesure que les règles tombent, que les convictions s'affaiblissent et que les personnages succombent aux besoins les plus primaires. Marina, insatiable sangsue, prendra le quinquagénaire pour bouillotte ! Le désir triomphe, le désespoir, les cris éclatent et le spectateur, cloué sur sa chaise, regarde ces personnages brûler leur humanité et sombrer dans une monstrueuse animalité.

L'histoire est certes jalonnée d'in-

dices qui laissent peu de place au suspense, la scène en surplomb vous donnera peut-être un peu mal au cou, mais qu'à cela ne tienne, ces détails ne peuvent contrebalancer la justesse de l'interprétation, la profondeur du texte et l'intensité des émotions. Soyez-en sûr, cette heure et demie de délice ne vous laissera pas de glace !

Les Combustibles, d'Amélie Nothomb, du 15 octobre au 16 novembre

à l'Espace Go, 4890, boulevard St-Laurent. 20h. Prix : 16.50\$ et 18.50\$.

Information : (514) 845-4890.



ACTIVITÉS CULTURELLES

*Mardi 22 octobre à 20h. Salle Claude Champagne. Le conservatoire de musique de Montréal présente « Musique américaine ». Un spectacle qui mettra en vedette les œuvres de Gershwin, de Gould, de Bernstein etc.... Au 220, Vincent d'Indy à Outremont. Entrée libre.

*Jusqu'au 16 novembre. Le cryptogramme de David Mamet. Au théâtre des Quatre sous. Mise en scène de Denise Guilbault.

Réervations au 845-7277 ou au Réseau Admission au 790-1245.

*Du 23 octobre au 1er décembre. Maison de la culture Côte-des-Neiges présente Mémoires asiatiques. Sous le thème de la mémoire, le commissaire de l'exposition, Bernard Nguyen, a réuni les œuvres de cinq artistes d'origine asiatique. Au 5290, Côte-des-Neiges, Montréal. Renseignements : 872-6889.

Deux Conservateurs à McGill

La droite divisée

ALEXIS LACHAINE

Encore une élection à l'horizon. Les Libéraux, les Bloquistes et les troupes réformistes vont bientôt mettre en branle le train électoral. Les Conservateurs, eux, font de leur mieux pour ne pas manquer le train de nouveau. Mais l'avenir du Parti Progressiste-Conservateur reste encore à définir. Pour faire entendre leurs solutions, deux Conservateurs notoires ont débattu sur le sujet. Dalton Camp, journaliste, auteur, personnalité de la télévision et ancien Président du Parti, s'est entretenu jeudi dernier à McGill avec William Watson, professeur d'économie et chroniqueur au *Financial Post* et au journal *The Gazette*.

Dalton Camp a été le premier à prendre la parole. « Je n'ai jamais rejeté le titre de *Red Tory* », a-t-il affirmé, s'incluant parmi ces Conservateurs aux prétentions socialistes. Il a dénoncé la concentration du pouvoir économique aux mains de quelques individus. À son avis, cette tendance est un danger pour tout ce à quoi le parti Conservateur croit et aspire. « Les Conservateurs supportent un marché économique libre et non les monopoles », affirme M. Camp.

Le journaliste a dénoncé les Con-

servateurs de droite, qui veulent éliminer la divergence d'opinions dans la société canadienne. « C'est le type de conservatisme dominant actuellement, qui veut éliminer la CBC », a-t-il expliqué. « Quand 60 % de l'industrie journalière appartient à un seul homme, on ne peut pas imaginer la destruction du seul instrument d'information (la CBC). », a poursuivi Dalton Camp.

L'ancien président du Parti Progressiste-Conservateur a conclu son discours en soulignant qu'il ne se retrouve pas dans le néo-conservatisme. S'il avait à choisir un Premier ministre conservateur, ce serait Robert Borden. À son avis, M. Borden était un vrai conservateur. Il a donné le vote aux femmes; il voulait réformer le Sénat; il intervenait dans l'économie et s'est voué à protéger les ressources naturelles du pays. « Voilà mon genre de conservatisme », a déclaré M. Camp.

Dalton Camp a conclu en disant qu'il était Conservateur dans le but de voir les gens traités d'une manière plus équitable. « Je n'accepte pas le fait que l'on ne puisse pas se payer une société civilisée où l'on pourrait éduquer les gens et leur donner un niveau de vie acceptable », a-t-il terminé.

Pour sa part, Bill Watson n'a pas été si généreux envers le *Welfare*

State. Selon lui, les Conservateurs devraient réduire la taille du gouvernement car les dépenses de ce dernier ont pris des proportions considérables.

M. Watson a soutenu que les taxes coûtent trop cher aux Canadiens. Au Québec, les contribuables ne gardent en moyenne que 35,1 cents sur chaque dollar gagné. Selon lui, le mot « progressiste » veut maintenant dire un contrôle accru de l'état.

En réponse aux critiques portant sur la position des Jeunes Conservateurs, M. Watson a affirmé que les Jeunes Conservateurs, qui se sont réunis à Winnipeg cette année, ne sont pas du tout radicaux. Il regrette que leurs idées aient été étouffées par le parti. Dalton Camp, lui, a répondu que les Jeunes Conservateurs qui se sont prononcés en faveur d'un radical virage à droite lors de cette conférence sont issus d'une élite qui ne représente pas l'ensemble des Jeunes Conservateurs.

Bien que Dalton Camp et Bill Watson soient en désaccord sur la définition d'un Conservateur et sur le futur de leur parti, ils portent tous deux avec fierté l'étendard des Conservateurs. « Une vision pluraliste », pourraient-ils répondre sur leurs divergences d'opinions...

entrevue avec Farida Akther

Le Bangladesh, ses femmes et la modernisation

McGill Daily français : Comment peut-on expliquer que, sur tous les continents, les femmes aient toujours, d'une manière ou d'une autre, à se battre contre une certaine prédominance masculine à plusieurs échelons du pouvoir?

Farida Akther : Je pense que généralement, à travers le monde, nous combattons le patriarcat capitaliste. Si l'on examine la situation mondiale, l'on constate qu'elle est dominée par ce patriarcat capitaliste, en plus du capitalisme lui-même. Les femmes occidentales se considèrent plus libérées parce qu'elles disposent de plusieurs opportunités d'emploi, parce qu'elles ont la possibilité de sortir du ménage « traditionnel ». Pourtant, la société et le système économique ont encore une certaine prédominance masculine. C'est dire que la discrimination envers les femmes d'une certaine manière, existe toujours, et que leur statut n'égale toujours pas celui des hommes.

Je crois que cette société à prédominance masculine est devenue à un certain point violente envers les femmes, même en Occident. Certains hommes battent leur compagne, ou les abandonnent tout simplement avec la responsabilité des enfants. À ce point de vue, les fem-

mes du Bangladesh sont favorisées par rapport aux femmes d'ici, puisque nous disposons toujours du support de notre communauté. En Occident, le système économique a grandement disloqué la société, la culture; une femme canadienne laissée seule ne bénéficie, plus souvent qu'autrement, d'aucun support direct de sa communauté. C'est dans ce sens que plusieurs formes de violence sont bel et bien présentes, même en Amérique du Nord et en Europe.

"L'inégalité est donc aussi une question d'ordre physique.

M.D.F. : Vous savez probablement que l'une des images les plus frappantes que l'on ait eu du Bangladesh ces dernières années est celle de l'exil de Taslima Nasreen, menacée par les mouvements fondamentalistes, ainsi que d'autres menaces de mort qui auraient été exercées par ces groupes envers plusieurs femmes. Ces images représentent-elles bien la réalité bengali?

F.A. : En premier lieu, je désire préciser que le cas de Taslima Nasreen reflète très mal la situation politique réelle du Bangladesh. Taslima Nasreen est en quelque sorte une création médiatique occidentale. Elle a aussi été utilisée à

des fins politiques par certaines factions indiennes, pour donner une mauvaise image aux musulmans. Je ne suis pas d'accord avec l'image que Taslima Nasreen a pu donner de notre communauté; tout ne va pas si mal!

Pourtant, nous nous battons tout de même encore contre l'oppression patriarcale. Culturellement, la religion joue un rôle prédominant chez nous, et exerce une certaine discrimination envers les femmes. Nous revendiquons l'obtention de lois familiales égalitaires au point de vue de la propriété et de la succession, libres de toute domination religieuse.

Les fondamentalistes ne forment qu'un groupe isolé; en général, la société bengali est davantage laïque. Les hommes accordent aux femmes tout le respect qui leur est dû. Mais dans un même temps, les médias occidentaux et la modernisation sont en train de briser nos valeurs culturelles. Je crois que ce conflit entre le moderne et le traditionnel est en quelque part source de violence.

M.D.F. : Mais les femmes impliquées dans certaines organisations sociales, ou à travers le mouvement féministe, sont elles bel et bien menacées par le fondamentalisme?



F.A. : Non. Les femmes impliquées dans le mouvement féministe ne sont pas menacées. Nous nous sentons en position de force. Nous manifestons dans les rues et ne nous gênons pas pour blâmer la police, et même investir les centrales. Les meneuses du mouvement ont beaucoup de pouvoir, et je ne crois pas qu'elles soient menacées pour autant.

Je crois qu'écrire seulement n'est pas assez. Une seule manière d'agir n'est pas suffisante. Les chefs politiques, pour la plupart, supportent la cause des femmes aujourd'hui. Ils se rendent compte que pour être progressistes, il se doivent de soutenir la cause féministe. Le progrès est bien réel. Je suis optimiste et je crois que nous avons bel et bien le pouvoir de changer les choses.

M.D.F. : Vous êtes directrice de la seule librairie et maison d'édition féministe du Bangladesh. En quoi cette entreprise consiste-t-elle exactement?

F.A. : Nous avons débuté en tenant seulement une gamme de titres écrits par des femmes et sur les femmes, puis avons ensuite commencé à publier des ouvrages. Nous en avons fait à l'heure actuelle un endroit où les femmes peuvent venir discuter - ou même

commérer! - sur ce qu'elles veulent. Un tel endroit est nécessaire, pour les femmes.

Le taux d'analphabétisme étant très élevé au Bangladesh, nous nous efforçons d'organiser beaucoup de discussions, plutôt que d'être exclusivement consacrés aux imprimés, de manière à atteindre les gens qui ne savent pas lire.

M.D.F. : Statistiquement, les filles bengali sont moins éduquées que les garçons. À quoi cela est-il dû?

F.A. : Les familles pensent encore que les garçons sont ceux qui doivent être responsables de la famille. Elles donnent donc une éducation aux garçons plutôt qu'aux filles. Cependant, aujourd'hui, les filles sont de plus en plus à la recherche d'emploi, et s'occupent en même temps de la famille. Mais traditionnellement, on pense encore que les filles seront mariées, et que les garçons travailleront.

Le gouvernement fait maintenant plus d'efforts pour favoriser l'éducation des filles, mais parce qu'il cherche à réduire la population du pays... On manifeste en fait de plus en plus d'intérêt envers celles-ci, à travers les familles.

La pellicule tourne à l'Inis

les ateliers de réalisation, les étudiants ont accès aux mêmes conditions de travail que leurs aînés professionnels : studio adéquatement équipé appartenant à Télé-Québec et pellicules vierges en quantité.

En plus d'un environnement digne de spécialistes, les ateliers et les classes ne se donnent qu'à de très petits groupes. En fait, l'INIS ne prend sous son aile que sept nouveaux étudiants chaque année, en scénarisation et réalisation et cinq en production.

« Notre présélection rigoureuse nous permet d'accepter les quelques talents les plus

prometteurs. De plus, le marché québécois pour lequel nous travaillons n'a pas un besoin immense pour chacune de ces spécialisations. Alors qu'au Québec on ne compte que très peu de maisons de production, il serait absurde de diplômer une soixantaine d'apprentis producteurs annuellement. » affirme Louise Spickley directrice générale de l'INIS.

Les produits de l'Institut ne sont pas uniquement destinés au marché local. D'ailleurs, les pionniers de cet établissement se sont basés sur l'expérience de différentes écoles cinématographiques étrangères avec les-

quelles ils devraient entreprendre des projets sous peu.

L'INIS se dit très satisfait de sa première tournée estudiantine et de la collaboration du milieu cinématographique. Pour ceux qui veulent faire partie de la deuxième prise, que bien peu de cinéphiles refuseraient, il n'en tient qu'à vous!

Pour les curieux qui veulent éviter les chiures hollywoodiennes nombreuses sur nos écrans voici quelques films récemment appréciés par des membres de l'INIS: *Un héros très discret* (France), *Edwood*, *Palookaville* (États-Unis) et *La promesse* (Belgique).

Fournitures.

Nous désirons aussi vous rappeler que même si vous n'envisagez pas acheter un nouvel ordinateur le McGill Computer Store demeure toujours le meilleur endroit pour vous procurer disquettes, câbles, cartouches d'encre, papier et tout autre accessoire d'ordinateur. Pour de plus amples renseignements, appelez-nous au 398-5025 ou venez nous voir au 112 Burnside Hall. Nous sommes aussi sur le World Wide Web à <http://www.McGill.ca/mcs>.

MCS
McGill Computer Store

Impact Recherche

Ouverture de poste: **Interviewer**
Profil: **Passer des entrevues téléphoniques**
Exigences: **bilingue, aisance au téléphone et aisance sur ordinateur**
Rémunération: **à déterminer**
Contacter:

Silvia Galipeau
845-3577 poste 5150
Impact Recherche

Coiffure Pierre

1435 Bleury North of Ste-Catherine 844-1837

Special price for McGill students with ID card

only \$12.00

Cut, shampoo & set

Latest hairstyles for men

Le 25 janvier, 1995, 100,000 étudiants venus d'à travers le Canada se sont rassemblés pour protester contre les hausses de frais de scolarité.

Le lendemain le gouvernement du Québec annonçait un gel de 2 ans sur les frais de scolarité.

Ils remettent maintenant en question leur engagement à l'accès universitaire.

Et nous pouvons agir.

Fédération canadienne des étudiantes et étudiants
SEMAINE d'ACTION

**Préservez l'accès.
Préservez le gel!**

Jeudi le 24 octobre à 14h, Carré Phillips

Pour plus de renseignements, appelez le 398-3756.

Fédération canadienne des étudiantes et étudiants
www.cfs-fcee.ca

annonces classées

Les annonces peuvent être placées par l'intermédiaire du bureau d'affaires du daily, local B-07 du Centre universitaire, avant 14h00, deux jours avant la publication. Les bureaux sont ouverts de 9h00 à 17h00 du lundi au vendredi. Étudiants et employé-es de McGill (avec carte): \$4.60 par jour, \$4.05 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Grand Public: \$5.75 par jour, \$4.90 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Des frais supplémentaires peuvent survenir. Les prix n'incluent pas les taxes de vente (TPS 7% et TVQ 6.5%). Pour de plus amples information, venez en personne à notre bureau ou appelez au 398-6790. VOUS NE POUVEZ PAS PLACER VOTRE ANNONCE PAR TÉLÉPHONE. VEUILLEZ VÉRIFIER VOTRE ANNONCE LORSQU'ELLE PARAITRA DANS LE JOURNAL. Le Daily ne se tient pas responsable des erreurs ou des conséquences que pourraient entraîner ces erreurs. À votre demande, nous réimprimerons votre annonce si cette dernière était incorrecte par notre faute. Le Daily se réserve le droit de ne pas imprimer certaines annonces.

AIDE DEMANDÉE

Earn \$100-200/day Master School of Bartending—bartending & table service. Complete placement agency. Leaders in the hospitality industry for 15yrs. McGill rate. 849-2828.

TRAITEMENT DE TEXTE/MISE EN PAGE

Success To All Students
WordPerfect 5.1. Term papers, resumes, applications, transcription of micro-cassettes. Editing of grammar. 28 years experience. \$1.75/D.S.P. 7 Days/week. Campus/Peel/Sherbrooke. Paulette/Roxanne 288-9638/288-0016

Près de McGill; Traitement de texte au laser: 1.50\$/page, CV, graphique, traduction, ...; Macintosh/PC; SF Text; 284-6050.

SERVICES OFFERTS

Market consultant—medical & biotechnology products. Patent & market analyses, targeted marketing. \$investment\$, confidential, experienced 488-5551.

À VENDRE

Volkswagen 412 station wagon '73. All original. 57,000 miles. No winters. Perfect condition. \$4,000. 389-7270.

OBJETS PERDUS

Lost Glasses. Pink speckled frames. On sat. Oct. 12th. McLennan stacks, 6th floor. Call Karen 285-1600 ext. 305. Need for work.

COURS/ÉDUCATION

LSAT-MCAT-GMAT-GRE:
Intensive 20 hour weekend seminars. Proven test-taking strategies. Comprehensive seminar packages for only \$225. Oxford Seminars 1-800-269-6719.

McGILL DAILY ADVERTISING
398-6790

suite de la page 2

C'est pourtant ce qui se passe aujourd'hui. Dans notre société qui a inventé le café instantané, le Cheeze Whiz et la « satisfaction-garantie-ou-argent-remis », on vient de créer le bébé-jetable. Dans quelques mois (c'est déjà fait en France), on pourra évacuer le problème à loisir, à toute heure du jour et en tout confort avec la toute nouvelle pilule RU-486. Pour un rien on pourra désormais dormir la conscience tranquille et se débarrasser de ses cauchemars.

Par contre, c'est à tort qu'on croit pouvoir régler la question de l'avortement par une froide argumentation rationnelle se traduisant par une criminalisation de l'avortement. Il est naïf de penser que la reconnaissance de la nature humaine de l'enfant non-né suffise à tout éclaircir miraculeusement. Deux jours après la promulgation de la nouvelle loi, les femmes iraient se faire avorter aux États-Unis ou dans des cliniques clandestines; au pire, elles ressortiraient les broches à tricoter rouillées de leur grand-mère. Or il ne s'agit pas

ici de se donner bonne conscience (pour ça, on peut toujours créer une commission...), mais de régler efficacement le vrai problème en l'attaquant à sa base.

Et le fond du problème, c'est nous, c'est notre société, ses valeurs. Ici, où le taux de natalité poireaute autour de 1.4 enfant par couple, avoir un enfant est devenu une épreuve si périlleuse, compliquée et stressante qu'on évoquera bientôt la légitime défense pour justifier son avortement. Aussi loufoque que cela puisse paraître, l'idée a presque du sens. Après tout, n'est-ce pas vrai qu'un enfant indésirable peut ruiner une vie? Qui d'entre nous, gens « libres », n'a pas songé avec effroi aux conséquences potentielles d'une nuit torride? Pas surprenant qu'on s'étonne du « courage » des mères de familles nombreuses...

C'est donc la détresse incroyable causée par ces grossesses indésirées qui est la vraie responsable de toute la crise autour de l'avortement. La fille-mère prise avec la difficulté d'élever un enfant dans un univers inhospitalier est-elle la seule à blâmer pour le meurtre de son enfant? Que se serait-il passé si elle avait pu le faire adopter

facilement, par des parents qu'elle aurait rencontrés? Ou encore si elle avait reçu les allocations suffisantes, les crédits d'impôt et autres structures sociales visant à faciliter la garde d'un enfant? Ça coûterait peut-être plus cher, mais ça préviendrait qu'un enfant soit tué. Entre deux maux, mieux vaut choisir le moindre.

Nous vivons dans le culte de la liberté mal comprise, où on peut faire subir à autrui les conséquences de ses propres actes. Argent remis... Et même s'il est vrai que, tout comme ces femmes avortées qui songent toute leur vie à l'âge qu'il ou elle aurait, ces enfants non-voulus courent la chance de développer des problèmes psychologiques, n'est-il pas préférables qu'ils soient en vie? Chacun a ses problèmes et ceux-là ne sont pas nécessairement pires que les autres.

Ce qu'il faut changer donc, ce sont nos comportements, nos attitudes, nos mythes aussi, en passant par celui de la vraie « responsabilité sexuelle », qui ne consiste pas uniquement à mettre ses claques quand on patauge... Il faut trouver des moyens de rendre

les grossesses plus normales, moins traumatisantes: des cours par correspondance, des services de garderie, des subventions accrues, une plus grande facilité d'adoption... *You name it.*

Et le pire dans toute l'histoire, c'est que la grande majorité des avortements sont subis à contre-cœur, par des mères bouleversées. Comment ne pas voir le drame de ces femmes prises dans le cul-de-sac social où leur condition les enferme? Il faut réagir, et donner aux mères les moyens d'assumer les conséquences de leurs actes.

D'un côté on s'indigne que l'État laisse une mère mettre la vie de son fœtus en péril, de l'autre on laisse le choix aux mères de les tuer à volonté. On parle beaucoup de l'horreur de l'avortement, mais on ne change rien à l'horreur de la grossesse. À ce niveau-là, les lois demeureront toujours impuissantes tant que les mœurs ne les suivront pas. Il est temps de voir la poutre dans nos yeux et de réparer au plus vite ces incohérences gênantes.

Jérôme Lussier U3 Psychologie et littérature

PRIX DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE DE L'ACFAS 1997

PRIX BERNARD-BELLEAU

Ce prix est destiné à un étudiant ou une étudiante qui entame des études de doctorat dans le domaine de la santé et des produits pharmaceutiques. Il souligne les résultats des études de deuxième cycle et la qualité des projets de doctorat. Il est accompagné d'une somme de 2 500 \$.

Le prix est commandité par BioChem Pharma inc.

PRIX DESJARDINS D'EXCELLENCE POUR ÉTUDIANTS-CHERCHEURS

Ces trois prix sont destinés à des étudiants qui commencent leur maîtrise ou leur doctorat peu importe la discipline. Ils ont pour but de souligner l'excellence du dossier des lauréats pendant leurs études universitaires de premier ou de deuxième cycle et de les encourager à poursuivre une carrière en recherche. Ils comportent chacun une somme de 2 500 \$.

Les prix sont commandités par la Fondation Desjardins.

Les candidats doivent être de citoyenneté canadienne et avoir entamé leurs études de maîtrise ou de doctorat dans une institution universitaire reconnue, entre mai 1996 et avril 1997. Le mémoire ou la thèse devra être rédigé en français.

Renseignements et formulaire de mise en candidature:

Prix de l'Acfas
425, rue De La Gauchetière Est
Montréal (Québec) H2L 2M7

Tél.: (514) 849-0045
Télec.: (514) 849-5558
Internet: prix@acfas.ca



Clôture du concours: vendredi 24 janvier 1997

Concours de Vulgarisation Scientifique de l'Acfas

5^e ÉDITION - 1997

POUR QUI?

- Les professeurs et professeurs des cégeps et universités ainsi que toute autre personne faisant de la recherche dans ces établissements;
- Les chercheuses et chercheurs des centres de recherche publics et privés;
- Les étudiantes et étudiants universitaires de 2^e et 3^e cycles.

De plus, le concours est ouvert aux francophones du Canada résidant à l'extérieur du Québec ainsi qu'aux étudiants et travailleurs étrangers en séjour au Québec.

PRIX

- Six prix de 2000 \$ répartis dans les trois catégories de participantes et participants, ainsi que la publication des textes primés.

Date de clôture du concours: 1^{er} février 1997

COMMENT PARTICIPER?

- Soumettre un article traitant de son sujet de recherche. Cet article doit comporter un maximum de cinq feuillets à interligne double. Joindre un bref curriculum vitæ.
- La qualité de la rédaction, la rigueur scientifique, le souci de vulgarisation et l'originalité du traitement seront les critères de base retenus par le jury pour la sélection des gagnantes et gagnants.

Un guide de vulgarisation scientifique peut être obtenu sur demande.

Pour recevoir le formulaire d'inscription au concours et le guide de vulgarisation, s'adresser à:



Association canadienne-française pour l'avancement des sciences

(514) 849-0045